

MIRIAM TEKATH

## **La sécurisation de la langue française comme ordre politique et social : pratiques et conflits quotidiens au Québec**

---

### **Abstract**

*Language usage is always a political act in Quebec. This observation is hardly surprising, given that the framing of a threatened French language is omnipresent in the Quebecer public discourse and that various political measures attempt to protect the language. This process can be considered as a securitization which creates language protection as a political and social order that strongly shapes political ideas as well as the daily life in Quebec. This long-term securitizing discourse allows us to analyze the effects of a securitization on two levels: On one side, the way the securitization as political order gives meaning to everyday practices, and on the other side, the generational differences which lead to multiple interpretations of the threat scenario. The collective patterns of orientation identified during three intergenerational focus group discussions show that everyday interactions in Quebec are remarkably oriented towards the securitization. However, despite the similarity of everyday practices of securitization, the group discussions revealed a high degree of intergenerational conflict. Paradoxically, this intergenerational conflict is not due to generationally different everyday practices of securitization, but to a mutual perception based on different frameworks of orientation that lead to a generational difference in the interpretation of the threat scenario.*

### **Résumé**

*L'usage des langues s'inscrit dans un cadre politique au Québec. Cela n'est guère surprenant, étant donné que la menace de la langue française joue un rôle clé dans le discours public québécois et qu'il existe une multitude de mesures de protection linguistique. Ce processus peut être considéré comme une sécurisation qui fait de la protection de la langue un ordre politique et social qui façonne fortement les idées politiques ainsi que la vie quotidienne au Québec. Le discours sécuritaire à long terme permet d'étudier les effets d'une sécurisation sur deux niveaux : d'une part, la façon dont la sécurisation comme ordre politique donne sens aux pratiques quotidiennes, et d'autre part, les différences générationnelles qui conduisent à des interprétations multiples du scénario de menace. Les structures d'orientation collective identifiées lors de trois groupes de discussion intergénérationnels montrent que les interactions quotidiennes au Québec*

*s'orientent remarquablement à la sécurisation. Mais malgré la similarité des pratiques de sécurisation, les discussions révèlent un niveau élevé de conflit intergénérationnel. Paradoxalement, cette conflictualité n'est pas le résultat d'une différence générationnelle dans les pratiques quotidiennes, mais celui d'une perception mutuelle basée sur des cadres d'orientation différents conduisant à une différence générationnelle dans l'interprétation du scénario de menace.*

---

## **Introduction<sup>1</sup>**

Language is a political issue because political actors assign it intrinsic value. Indeed, French, English and indigenous languages in Canada and Quebec are not neutral modes of communication. [...] Language is also a political issue because, beyond the limits of a given discourse in which individuals tend to become trapped, languages reveal the socio-historical reality of struggles, relations of domination, and inequalities within society. Language is political because it embodies the human relationship to the real world. (Martel/Pâquet 2012, 3)

Cette citation de Martel et Pâquet situe la langue française au Québec dans un contexte clairement politique. Non seulement le contexte historique, mais aussi le discours politique sont à l'origine d'un processus de politisation qui façonne la vie sociale à tel point que même le langage quotidien devient un acte politique. De même, Charland (1987, 133-134) attribue au discours politique québécois un rôle constitutif dans la formation des identités à travers l'intériorisation de cette rhétorique politique. En se manifestant dans les actions quotidiennes, la politisation de la langue française se transforme finalement en une réalité sociale (Charland 1987, 137). Au-delà du discours politique au Québec, il existe également une multitude de lois et mesures politiques pour protéger la langue française et des discussions sur des mesures supplémentaires ne cessent de resurgir. C'est ainsi qu'en Octobre 2019, un débat sur l'interdiction du « Bonjour-Hi » dans l'espace public au Québec a refait surface, alors que l'Assemblée Nationale avait déjà officiellement recommandé en 2017 de remplacer cette salutation par un « Bonjour » exclusivement français (Bellerose 2019; Woods 2017). Il ne s'agit donc pas seulement d'une tentative

---

1 Je tiens à remercier Thorsten Bonacker et Werner Distler pour leur soutien au cours du processus de recherche. Je remercie également Stéphane Voell pour son lecture attentionnée du manuscrit. En outre, Mireille Albert, Magali François et Kevin McDonald m'ont beaucoup aidé à organiser les groupes de discussion. Grâce à eux et à tous les participantes et participants, j'ai réussi à mieux comprendre la vie quotidienne au Québec – merci à vous tous! Je tiens aussi à remercier l'Association d'Études Canadiennes dans les Pays de Langue Allemande (GKS) pour son soutien financier.

politique de favoriser l'usage du français dans l'espace public au Québec; c'est aussi un exemple de l'effort politique visant à promouvoir un langage particulier par la réglementation des aspects plutôt simples et banals des interactions linguistiques quotidiennes. Une forte politisation de la langue française au Québec est par conséquent indéniable (Landry 2012, 56).

La perspective théorique des *Critical Security Studies* permet de comprendre cette forte politisation de la langue française et la proclamation de mesures de protection comme une sécurisation. Ce terme décrit une construction discursive d'une menace croissante sur un objet de référence qui exige des politiques de protection. Malgré la conscience que cette politique de sécurisation nécessite un certain soutien social pour sa légitimation (Buzan/Wæver/de Wilde 1998, 24-25), le rôle des groupes ciblés par ces discours de sécurisation reste négligé (Côté 2016, 542). Bien que l'augmentation de la sécurisation par des élites politiques, des institutions ou des 'experts en sécurité' est au centre des discussions académiques (Buzan/Wæver/de Wilde 1998, 25; Bigo 2002, 65), la capacité d'action de l'auditoire de sécurisation ainsi que le rôle des pratiques quotidiennes de protection n'ont été reconnus que récemment comme théoriquement pertinents (Côté 2016; Huysmans 2011).

En tenant compte des implications sociales du discours politique décrit ci-dessus, je suppose dans cet article que la sécurisation affecte largement la vie et les expériences quotidiennes de son auditoire. Ceci est particulièrement pertinent dans le cas d'une sécurisation à long terme et hautement institutionnalisée comme celle de la langue française au Québec. La continuité de ce discours de sécurisation crée un ordre politique qui influence fortement le quotidien québécois d'aujourd'hui, entre autres en formant le langage utilisé. Cependant, cette sécurisation n'est pas acceptée de la même manière par tous les groupes sociaux et est même contestée par certains. Cet article porte donc sur la façon dont cette sécurisation de la langue française s'inscrit dans la vie sociale des Franco-Québécoises et Franco-Québécois. Comment la sécurisation de la langue française peut-elle être conçue comme un ordre politique et social au Québec ? Comment peut-on concevoir le quotidien dans un contexte de sécurisation ? Et enfin, comment la sécurisation de la langue française se manifeste-t-elle dans la vie quotidienne au Québec ? Sur la base de trois groupes de discussion tenus au Québec en 2018<sup>2</sup>, je montre que, d'une part, les interactions quotidiennes au Québec sont particulièrement axées sur la sécurisation de la langue française. D'autre part, les interactions quotidiennes sont toutefois caractérisées par une forte conflictualité intergénérationnelle. Cependant et paradoxalement, les pratiques quotidiennes de sécurisation sont assez similaires entre les différentes générations. La conflictualité intergénérationnelle n'est donc pas la conséquence d'une différence intergénérationnelle dans les pratiques quotidiennes de sécurisation, mais le résultat d'une perception mutuelle basée sur des cadres

---

2 Ce séjour de recherche a été rendu possible grâce au soutien financier du prix de promotion de l'Association d'Études Canadiennes dans les Pays de Langue Allemande (GKS).

d'orientation différents entre les générations conduisant à des interprétations différentes du scénario de menace.

Cet article aborde le sujet de la sécurisation de la langue française en tant qu'ordre politique et social qui a un impact majeur sur les pratiques quotidiennes au Québec et qui suscite des conflits intergénérationnels. Pour montrer cela, je vais d'abord développer cet argument en combinant les différentes approches théoriques de la sécurisation avec une approche sociologique de la vie quotidienne. J'aborderai ensuite plus concrètement la sécurisation de la langue française au Québec. Il en suit une brève contextualisation méthodologique et l'analyse des structures d'orientation collective concernant les pratiques quotidiennes de la sécurisation. Finalement, je mettrai en relation ces structures d'orientation collective avec la sécurisation, le contexte social au Québec et, notamment, les dynamiques intergénérationnelles.

### **1. La sécurisation comme ordre politique et social**

Parmi les différentes théories de la sécurisation, l'École de Copenhague est l'une des « écoles » théoriques dominantes (Peoples/Vaughan-Williams 2010, 75). Comme les autres approches théoriques des *Critical Security Studies*, elle adopte une perspective constructiviste de sécurité, parce qu'elle vise à comprendre « the processes of constructing a shared understanding of what is to be considered and collectively responded to as a threat » (Buzan/Wæver/de Wilde 1998, 26). Dans sa théorie, l'École de Copenhague se concentre principalement sur le « *securitizing move* » ce qui est un acte de langage énoncé par une personne autorisée qui justifie des mesures de protection contre une menace existentielle supposée (Buzan/Wæver/de Wilde 1998, 24-25). C'est donc un tel discours de menace qui sécurise, qui construit des problèmes politiques comme des sujets de sécurité.

Buzan, Wæver et de Wilde (1998, 25-29, 30-31) sont conscients du fait qu'une sécurisation ne peut réussir que si ces discours sont acceptés par leur auditoire. Toutefois, ils ne spécifient pas comment cette acceptation est énoncée et ce qui arrive si ces discours sont (partiellement) contestés. C'est la raison pour laquelle plusieurs critiques ont été formulées à l'égard de l'École de Copenhague, notamment d'un point de vue sociologique : Premièrement, les approches critiques axées sur l'auditoire évoquent que le véritable pouvoir d'action de l'auditoire, donc des personnes visées par le discours de sécurisation, est inaperçu dans cette théorie (Côté 2016, 542; McDonald 2008, 546, 572; Balzacq 2005, 177). En conséquence, cette initiative de sécurisation devrait être conçue davantage comme un acte de langage perlocutoire dont la capacité d'agir réside dans les réactions à l'acte de langage, et non dans l'acte de langage lui-même (Balzacq 2005, 175-176). De cette manière, la capacité de l'auditoire à (ré)agir dans un processus de sécurisation, peut être conçue théoriquement (Côté 2016, 542; McDonald 2008, 573; Balzacq 2005, 175-177).

Deuxièmement, cette conceptualisation nous permet de raisonner sur les répercussions d'une sécurisation sur l'auditoire lui-même, et ne pas seulement sur les implications politiques. Au-delà de cette critique générale, d'autres auteurs ont tenté

de mieux concevoir l'auditoire de la sécurisation : Balzacq (2005, 192) par exemple souligne que le scénario de menace doit correspondre aux expériences collectives de l'auditoire; Côté (2016, 550-551) mets l'accent sur le fait que l'auditoire peut non seulement approuver l'initiative de sécurisation, mais également la désapprouver. L'auditoire peut ainsi avoir un impact sur la sécurisation, elle a donc un véritable pouvoir d'action. De plus, il existe d'autres spécifications concernant la relation entre les acteurs de sécurisation et l'auditoire (Stritzel 2007), les conditions qui favorisent une autorisation de la sécurisation par l'auditoire (Salter 2008), ou une analyse des multiples groupes de l'auditoire (Léonard/Kaunert 2011). Ces analyses soulignent que le contexte social, dans lequel une sécurisation a lieu, est crucial pour son succès ou son échec.

Troisièmement, inspirées par l'École de Paris, d'autres approches critiques soulèvent une perspective des théories de l'action sur la sécurisation : Huysmans (2011, 372) souligne que la construction d'une menace ne peut pas seulement être atteinte par un acte de langage. Des technologies, des routines institutionnelles et des pratiques quotidiennes sont également importantes pour maintenir ou changer un scénario de menace (Huysmans 2006, 5-7; Bigo 2002, 65-66). Il en résulte qu'un état d'urgence n'est pas une condition nécessaire pour une sécurisation. Ce sont également les petites pratiques quotidiennes, les « little security nothings » (Huysmans 2011, 376) qui peuvent créer et perpétuer un scénario de menace. Au-delà des élites politiques, des experts de sécurité (Buzan/Wæver/de Wilde 1998, 25; Bigo 2002, 65), ou même des technocrates (McDonald 2008, 570), cette sécurisation quotidienne est notamment pratiquée par des personnes « ordinaires ». L'analyse de ces pratiques quotidiennes et banales est donc très importante pour comprendre la construction et aussi la possible déconstruction d'une menace. Par conséquent, la question de recherche sur la manifestation de la sécurisation de la langue française dans les expériences quotidiennes de l'auditoire franco-qubécois, est d'une grande pertinence théorique. Elle vise à combler deux lacunes dans les théories de la sécurisation : d'un côté la négligence théorique comme empirique de l'auditoire de la sécurisation et de l'autre côté l'exclusion des pratiques quotidiennes qui influencent le processus de sécurisation.

Au-delà, cette perspective sociologique aidera aussi à mieux comprendre le fonctionnement de la sécurisation comme ordre politique et social dans le contexte québécois. L'importance de lier le contexte politique et social d'une sécurisation est soulignée par Balzacq qui définit la sécurisation par « [...] practices which instantiate intersubjective understandings and which are framed by the habitus inherited from different social fields. » (Balzacq 2011, 15) D'un côté, cette définition place des structures sociales et des pratiques quotidiennes dans le centre de la sécurisation. De l'autre côté, elle intègre également la dimension politique de la sécurisation. Certes, l'existence de pratiques quotidiennes de protection de la langue française peut être expliquée par le contexte sociopolitique et historique au Québec, quel que soit le contexte politique de sécurisation. Mais la sécurisation, dont le succès à long-terme

est bien sûr dû au contexte social québécois, donne une autre ampleur à la protection de la langue française. Le discours politique prédominant, qui fait de la langue française un objet de menace et qui crée également un contexte d'urgence pour la survie de la population (franco-)québécoise, suscite un degré élevé de politisation sociale. Étant donné que cette politisation se reflète dans la manière dont certaines situations quotidiennes sont perçues, interprétées et traitées, la sécurisation en tant qu'ordre politique a un impact majeur sur la compréhension intersubjective dans les interactions quotidiennes.<sup>3</sup>

Cet impact de la sécurisation sur l'interprétation du contexte s'illustre par la combinaison des concepts de l'ordre politique et l'ordre social. Les ordres politiques sont des structures de domination organisant une société, comme des institutions, des normes ou des idées politiques, et dont le développement est soumis aux affirmations et contestations politiques (Holtmann 2000, 522). L'idée de la protection de la langue française représente un tel ordre politique, qui est bien établi à cause de la continuité de sa sécurisation et qui se reflète donc dans des diverses institutions, mesures et idéaux politiques. Simultanément, cet idéal de la protection de la langue française a un impact sur la pratique sociale en représentant un savoir qui fait autorité sur la « bonne » façon de se comporter socialement (Piñeros Glasscock 2020). Les ordres sociaux, cependant, sont des structures de savoir collectives qui organisent la signification sociale et donc l'interprétation des actions et interactions (Berger/Luckmann 1969). C'est surtout dans le quotidien que ces structures se manifestent, car les pratiques quotidiennes s'orientent, souvent de façon très implicite, à des expériences et savoirs incorporés (Häußling 2018, 7; Soeffner 2004, 18-21). L'explication de ces expériences et savoirs quotidiens, et surtout de leur interprétation sociale, révèle par conséquent la constitution de leur bienfondé, c'est-à-dire le sens social qui leur est attribué (Schütz 2004, 114). Le savoir inspiré par l'ordre politique, en particulier dans le cas d'un ordre politique de longue date, fait également partie de ces savoirs incorporés. L'analyse de la manifestation quotidienne d'un tel savoir social inspiré par l'ordre politique d'une langue française menacée permet par conséquent de comprendre comment la sécurisation en tant qu'ordre politique sert d'ordre social dans la vie quotidienne au Québec.

## **2. La sécurisation de la langue française au Québec**

En 2017, Jean-François Lisée a réagi à la publication de statistiques annonçant un déclin des francophones et, en même temps, une augmentation des anglophones au Québec (Marquis 2017), en déclarant sur son blogue :

---

3 Cela est une différence majeure par rapport à d'autres questions dont le contexte permettrait une sécurisation mais qui n'ont pas réussi à s'établir dans un discours politique d'urgence, comme par exemple le changement climatique (Ruzicka 2019; McDonald 2012). Il y a sans doute des personnes qui orientent leurs pratiques quotidiennes à la protection du climat, mais ces pratiques auront certainement une portée différente si la question est sécurisée avec succès.

Il y a des étés où il ne se passe rien. Il y a des étés qui nous envoient des messages forts. L'été 2017 est parmi les plus bavards. Il nous dit que la nation québécoise vit de plus en plus dangereusement, dans ce qu'elle a de plus profond : l'avenir de sa langue et de sa culture, de ses choix. (Lisée 2017, n.p.)

Cette citation illustre parfaitement les dynamiques d'une sécurisation, car elle répond à une certaine routine institutionnelle (les statistiques, qui peuvent elles-mêmes déjà être considérées comme un outil de sécurisation) en établissant un lien avec un scénario de menace (l'existence de la nation québécoise menacée à travers sa langue) qui devient « de plus en plus » urgent. Malgré le fait que le constat statistique a dû être révisé par la suite en raison d'une erreur de calcul (Leduc 2017), la référence de Lisée à une langue française perçue comme menacée s'inscrit dans un contexte socio-politique plus large. Car, basée sur l'expérience de la discrimination linguistique, la menace de la langue française a longtemps fait l'objet des discours politiques au Québec (Oakes/Warren 2009, 4-5). Cette longévité fait que la sécurisation de la langue française pourrait elle-même faire l'objet d'une analyse approfondie. Afin de concentrer l'analyse sur l'impact quotidien, la description suivante de la sécurisation de la langue française se limite aux aspects les plus importants. Une analyse plus approfondie du contexte actuel de la sécurisation est ensuite présentée sur la base des données empiriques.

Dans le contexte d'une concurrence structurelle entre anglophones et francophones après la Conquête, la question de la langue dominait la politique, mais aussi l'imaginaire collectif au Canada. Après quelques tentatives d'assimilation vis-à-vis des francophones, une domination linguistique de l'anglais s'est établie en même temps que la domination anglophone dans l'administration et le système juridique de l'État canadien (Bories-Sawala 2012, ix). Si la langue française avait déjà servi d'« élément distinctif du vouloir-vivre collectif » avant la Révolution Tranquille, ce sont les années 1960 qui renforçaient cette dynamique en donnant à la question de la langue une place centrale dans les discours publics québécois (Martel/Pâquet 2010, 19-20). Du fait que l'expérience de la domination anglophone était si décisive pour la mobilisation collective et la transformation sociale de la société québécoise, la langue française est devenue un aspect central de l'identité collective au Québec (Langlois 2009, 119; Oakes/Warren 2009, 5). Après que ce développement a été succédé par la fondation du Parti Québécois et son discours sécurisant la langue française (Charland 1987, 134-135), c'est avec la Charte de la langue française en 1977 que la loi la plus essentielle pour protéger la langue française, même aujourd'hui, a été mise en place (Landry 2012, 55-56).

Même après la mise en vigueur de la Charte, la politique de protection a été renforcée par d'autres mesures politiques, telles que des statistiques régulières sur les groupes linguistiques ou la création des Commissions linguistiques, qui perpétuent la sécurisation de la langue française (Oakes/Warren 2009, 1). Cette

continuité de la sécurisation s'accompagne non seulement d'une augmentation du taux d'identification comme Franco-Québécoises ou Franco-Québécois (Landry 2012, 55), mais aussi avec l'existence d'un consensus quasi uniforme entre les partis politiques québécois sur la protection de la langue française (Oakes/Warren 2009, 4-5). Bien que le contexte de menace ait changé au fil du temps, passant de la domination politique et économique des anglophones au Québec à leur domination numérique et culturelle en Amérique du Nord (8-9), l'objet de référence de la langue française domine toujours l'agenda du discours politique, comme l'ont montré les exemples du blog de Jean-François Lisée et du débat sur le « bonjour-hi ». Il est donc pas très surprenant que les initiatives politiques continuent à se référer à ce scénario de menace dès qu'une occasion, comme des statistiques sur les groupes linguistiques au Québec, se présente.

L'importance de la langue française pour l'identité franco-québécoise et sa forte politisation par la sécurisation font du langage quotidien au Québec un objet hautement politisé. La longue durée de la sécurisation a par surcroît conduit à son établissement comme un ordre politique très important au Québec. En termes de vie quotidienne, cela crée la supposition que les pratiques sociales s'orientent à l'objectif de protéger la langue française. Étant donné la complexité de la relation avec la population anglophone sur fond d'aspirations séparatistes au Québec (Bourhis 2012, 26), la politisation vis-à-vis l'usage de l'anglais et les conflits quotidiens qui l'accompagnent doivent être interprétés dans ce contexte de sécurisation.

### **3. Comprendre le quotidien dans un contexte de sécurisation**

Comment est-il alors possible d'analyser les répercussions d'un ordre politique de sécurisation sur la vie quotidienne? Dans quelle mesure est-il possible de comprendre comment les actions et les interactions quotidiennes au Québec sont façonnées par l'idéal de protéger la langue française? Le concept des structures d'orientation collective, que je présenterai ci-dessous, s'avère comme l'opérationnalisation idéale pour saisir la manifestation quotidienne de la sécurisation.

La conceptualisation de Bohnsack (1998, 106-109) divise les structures d'orientation collective en deux niveaux d'analyse : d'un côté, les cadres d'orientation collective qui se basent sur des expériences collectives dans un contexte spécifique; de l'autre côté, les schémas d'orientation collective qui représentent des projets d'action idéalisés qui guident des pratiques quotidiennes. Sur la base des expériences collectives, les pratiques quotidiennes se forment alors en s'orientant simultanément à des normes sociales. Ces deux niveaux d'analyse, intégrés dans le concept des structures d'orientation collective, permettent par conséquent de comprendre le sens des actions quotidiennes dans leur intégration entre les expériences passées et les projets d'action futurs. Une action sociale nécessite, bien sûr, une interprétation individuelle des expériences et normes sociales pour pouvoir se former. Néanmoins, l'analyse du quotidien nous oblige de privilégier des actions collectives plutôt qu'individuelles. Car ce sont notamment les routines quotidiennes

qui s'orientent, de façon assez implicite, à des interprétations collectives d'un ordre social. Compte tenu de la longévité de la sécurisation au Québec, l'attention sur son intégration implicite dans la vie quotidienne est d'autant plus pertinente. Le concept d'orientation collective est donc le choix idéal pour faire le lien entre les ordres politiques et leur interprétation sociale dans le quotidien, car la collectivité ancrée dans notre vie quotidienne s'y réfère toujours.

Pour rendre ces différents niveaux de signification des actions quotidiennes explicites, des groupes de discussion s'avèrent être la méthode idéale (Bohnsack 2014, 107; 1998, 118). Cette méthode qualitative consiste en des discussions interactives en petits groupes qui ne sont interrompues que par quelques stimuli de discussion. C'est grâce au pouvoir du groupe de discussion lui-même d'approuver ou de désapprouver les aspects énoncés, qu'il est possible de comprendre les expériences collectives et les actions idéaltypiques des pratiques quotidiennes. Le processus de discussion nous permet au-delà de saisir les dynamiques intersubjectives au cours des discussions et non pas seulement leur contenu. Même si chaque groupe de discussion s'inscrit dans une dynamique particulière, les structures d'orientation collective peuvent être reproduites au-delà des discussions singulières. Notamment, l'identification des expériences échangées au sein du groupe permet d'identifier les structures et non pas seulement les aspects singuliers de l'orientation quotidienne (Bohnsack 2014, 113; 2012, 373-374).

Sur la base de ces idées méthodologiques de Bohnsack (1998, 109-110), j'ai organisé trois groupes de discussion, que j'ai analysés avec la méthode documentaire pour identifier les structures d'orientation collective. Les groupes de discussion se sont tenus en 2018 à Montréal et à Gatineau, donc dans deux contextes où la présence des anglophones est relativement forte. Parmi tous les groupes, il y avait deux groupes relativement homogènes (un groupe plutôt jeune issu d'un cours de Cégep et un groupe plus âgé d'une moyenne de plus de 60 ans) et un groupe avec une hétérogénéité générationnelle. Pour que les participantes et participants aux groupes de discussion puissent théoriquement faire partie de l'auditoire de la sécurisation, la seule condition de participation était l'identification en tant que Franco-Québécoise ou Franco-Québécois. Au-delà, les discussions ont été annoncées sous le nom de « 5à7 de la langue française ». Tous les participantes et participants qui ont réagi volontairement à mon annonce, donc tous sauf les cégépiens, partagent par conséquent un certain intérêt pour la (politique de la) langue française. Pendant les discussions elles-mêmes, je ne suis intervenue que quelques fois pour stimuler la discussion. Ces interventions ont été guidées par un fil conducteur qui comprenait six sujets principaux : 1) Le débat actuel sur l'usage du « Bonjour-Hi »; 2) Les expériences quotidiennes du contact entre francophones et anglophones au Québec; 3) La perception de menace de la langue française; 4) Les pratiques de protection concernant la langue française; 5) Les conflits personnels concernant la langue française; 6) L'usage culturelle du français.

L'analyse au moyen de la méthode documentaire s'est poursuivie au-delà en quatre étapes : d'abord, l'interprétation formulée qui reconstruit successivement le sens immanent de l'énoncé ainsi que les plans d'action ouvertement déclarés dans les discussions. Il en suit une interprétation réfléchissante qui a pour but de rendre explicite la compréhension mutuelle mais implicite des expériences collectives cachée derrière les discours eux-mêmes (Bohnsack 2014, 65; 1998, 114-115). Cette étape est alors caractérisée par une « herméneutique double », puisque les interprétations implicites de l'orientation collective des participantes et participants doivent être réinterprétées (Bohnsack 2014, 44; 1998, 107). Les dernières étapes de l'analyse sont la description de la discussion, afin de comprendre son développement thématique, ainsi que la création d'une typologie des structures d'orientation collective. Les résultats de cette analyse sont présentés ci-dessous.

#### **4. Les structures d'orientation collective envers la langue française au Québec**

Au moyen de l'analyse documentaire, j'ai pu identifier cinq sujets principaux dans les discussions qui façonnent la vie quotidienne au Québec par l'interprétation sociale de l'ordre politique de la sécurisation. Le premier sujet est la langue française en espace public québécois. Tous les groupes ont discuté de l'expérience de l'omniprésence de l'anglais au Québec, en particulier à Montréal et à Gatineau. Par exemple, un participant a annoncé :

[...] tu sais que dans l'Ouest de Montréal, ici en Outaouais, on se fait répondre le 'Bonjour-Hi', ce juste un prétexte, ça arrive dans les commerces dans l'Ouest de Montréal et puis ils vont dire, ils vont parler anglais. Moi, ça, ces choses-le, j'ai pas [sic] d'objections à parler anglais mais pas à Montréal, pas au Québec, je ne le ferai pas ! (G321)

Cette « normalité » perçue d'une omniprésence de l'anglais au Québec est un cadre d'orientation important. Néanmoins, comme le montre la *figure 1*, les participantes et participants ont interprété différemment l'omniprésence comme étant menaçante ou non. Comme le montre la branche supérieure dans la figure, les plus jeunes ne considèrent pas cela comme une menace, mais plutôt comme un signe que beaucoup de personnes sont encore en train d'apprendre le français. Il en résulte un schéma d'orientation permettant de réagir avec patience et de soutenir par surcroît ces processus d'apprentissage. Cependant, les participantes et participants plus âgés perçoivent cette omniprésence comme une menace pour le français en tant que langue officielle au Québec. Ils orientent leurs actions alors à l'idéal de désapprouver l'usage de l'anglais dans l'espace public. Néanmoins, tous les participantes et participants partagent dans les discussions l'idéal que le français devrait être la langue primaire dans l'espace public au Québec.

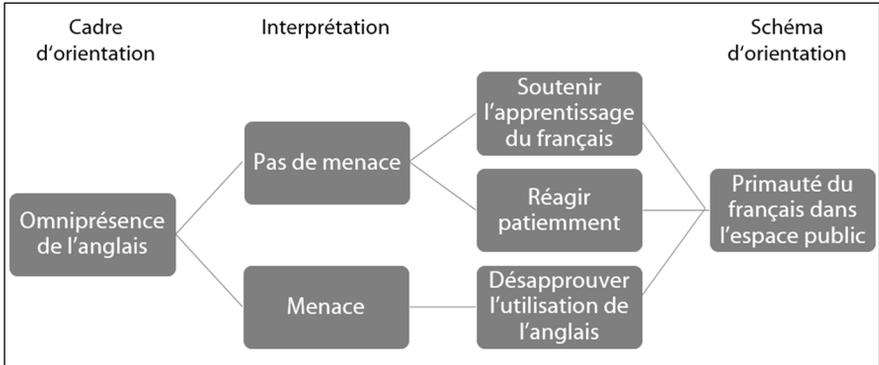


Fig. 1 - Les structures d'orientation collective envers le français dans l'espace public

Un deuxième sujet principal discuté est la continuité de la domination anglophone au Québec. Une cégépienne a par exemple partagé son impression :

Parce qu'avant c'était l'anglais puis maintenant, c'est pour ça qu'il y a la loi 101, parce qu'on est comme, c'est la même chose que dans Astérix et Obélix, on est un petit village puis autour tu as les romains-le, je veux dire, au Canada, c'est gros le Canada, on est tout seul qui parle français puis tu sais il y a la mondialisation puis la langue d'échange partout ailleurs dans le monde, c'est l'anglais. (C85)

Tous les participantes et participants aux discussions partagent donc l'expérience que l'anglais est la langue dominante dans le monde, mais aussi au Québec, en termes économiques et sociaux. Ils considèrent cela comme une continuité historique de la domination anglophone au Québec. Mais de nouveau, les générations se distinguent par leur interprétation de cette situation. Pour les personnes plus âgées, cela représente clairement une menace pour la langue française. Ils agissent par conséquent de manière protectrice envers le français, par exemple en évitant des anglicismes. En revanche, la *figure 2* montre que les participantes et participants plus jeunes ne perçoivent pas cette situation comme problématique. Ils sont conscients du fait que cette domination pourrait menacer la langue française, mais du fait qu'il y a déjà autant de mesures de protection en place au Québec, la langue n'est plus perçue comme menacée. Pour eux, les anglicismes enrichissent plutôt leur langage quotidien et ils pensent qu'un certain changement de la langue est normal avec le temps.

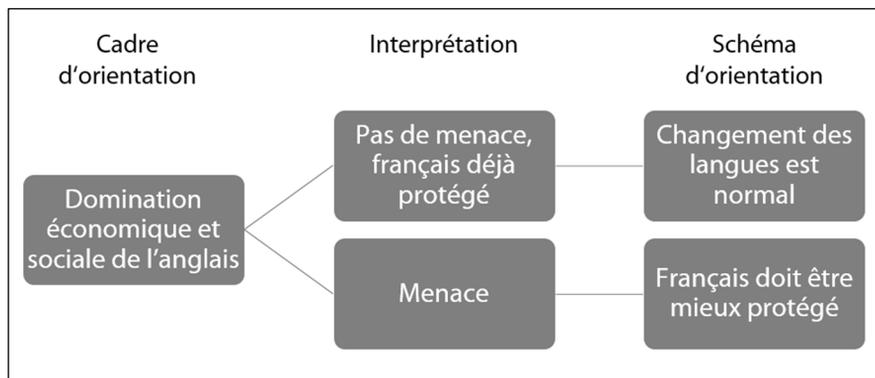


Fig. 2 – Les structures d'orientation collective envers la continuité de la domination anglophone

Un troisième sujet qui a été soulevé dans toutes les discussions est celui des relations sociales conflictuelles. En effet, tous les participantes et participants ont partagé cette expérience de conflits quotidiens sur la langue. Mais cette conflictualité ne se manifeste pas seulement dans les relations entre francophones et anglophones – ce qui ne sera pas très surprenant, étant donné que l'anglais est perçu comme une menace majeure. Il est très intéressant de constater que tous les groupes discutent des conflits intergénérationnels parmi francophones comme étant l'expérience conflictuelle qui façonne principalement leur vie quotidienne. La plupart des participantes et participants estime que ces conflits intergénérationnels sont inévitables. Par exemple, une cégépienne a annoncé « [...] puis comme tu l'as dit, tu apportes pas [sic] la politique [de la langue française] à ta table de cuisine, mais ça finit toujours par arriver. » (C196). Un autre cégépien a raconté qu'il se dispute tout le temps avec ses parents parce qu'ils ne comprennent pas qu'il voulait étudier les langues étrangères (C181). Dans un autre groupe, une personne plus âgée expliquait : « [...] sur cinq enfants, j'en ai réchappé un » (G344) Les autres membres du groupe de discussion ont directement compris, grâce à leur cadre d'expérience partagé, que « réchapper » signifie qu'un de ses enfants s'engage à protéger la langue française. De tels exemples d'une forte conflictualité intergénérationnelle ont été partagés par tous les participantes et participants. Cependant, cette expérience commune est interprétée différemment. Alors que la génération plutôt âgée critique le manque de conscience de la génération plus jeune envers le français comme une menace pour la langue, ces derniers critiquent sa politisation excessive. Comme l'illustre la *figure 3*, ces premiers visent à transmettre leur amour pour la langue française, tandis que ces derniers veulent plutôt transmettre leur intérêt pour l'apprentissage de plusieurs langues étrangères et à les utiliser pour enrichir leur communication quotidienne.

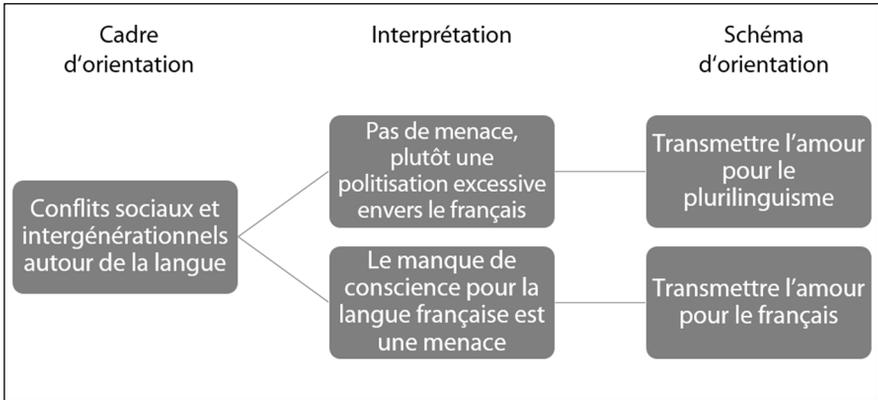


Fig. 3 - Les structures d'orientation collectives et les relations sociales conflictuelles

À cet égard, nous devons prendre en compte une partie de la discussion du groupe intergénérationnel :

G: Mais je pense qu'une différence générationnelle va nous marquer sur ce point-là.

D: Ouai!

G: Parce que, genre, je discute souvent avec mes parents qui ont 60-70 ans, puis eux aussi, ils ont une opinion beaucoup plus politique par rapport à la langue/

D: C'est ça! C'est ça!

G: Ils ont porté l'hist/tu sais, ils ont vécu les années 60, puis ils ont/quand ils étaient jeunes aussi, le centre-ville c'était uniquement anglophone, puis ils ont comme quelque chose de vraiment émotif par rapport à ça. Alors que, mettons, moi, je suis née dans une génération où, pour moi/tu sais, mettons si je/

D: Pour toi, c'est pas grave [sic]!

G: Je réfléchis pas l'histoire [sic], moi je suis née dans une ville bilingue, j'ai grandi dans un quartier francophone, c'est positif d'apprendre l'anglais parce que c'est normal, c'est la/ben bon, je suis consciente des enjeux et tous, mais je pense quand-même qu'il y a quelque chose de moins, peut-être moins émotif puis [...] les gens de ma génération ont peut-être moins de problèmes justement à apprendre l'anglais d'emblée ou à, comme, apprécier par exemple/ [...]. (M97)

Cet extrait souligne que le conflit intergénérationnel repose principalement sur des cadres d'expérience différents. Les personnes plus âgées du groupe ont l'expérience de la lutte pour la langue française, tandis que les plus jeunes se réfèrent aux mesures

de protection qui, pour eux, ont toujours été en place. Il en résulte des différents schémas d'orientation collective présentés ci-dessus.

Le quatrième sujet, les mesures de protection, est étroitement lié à ce fossé générationnel : alors que la génération plus âgée perçoit la langue française comme menacée et exige en conséquence davantage de mesures de protection, la génération plus jeune la perçoit comme étant assez bien protégée. Ces derniers voudraient donc éviter des mesures politiques de protection additionnelles, parce qu'ils craignent une restriction de leur liberté d'expression. Ils sont convaincus que certaines expressions se font mieux en anglais :

[L'anglais] c'est de base la raison pour communiquer avec les autres gens, tu sais [...], toutes les memes-le, toutes les jokes qui sortent sur internet, c'est tout en anglais. Fait que si tu lis la traduction française qui est vraiment moins beau-le [...]. (C186)

Mais paradoxalement, toutes les générations décrivent des pratiques quotidiennes de protection de la langue assez similaires. Les descriptions des pratiques quotidiennes de protection sont tellement prédominantes dans les discussions qu'elles constituent le cinquième sujet principal. La *figure 4* combine par conséquent ces deux derniers sujets en montrant des exemples de pratiques quotidiennes résultant de différentes interprétations des mesures de protection.

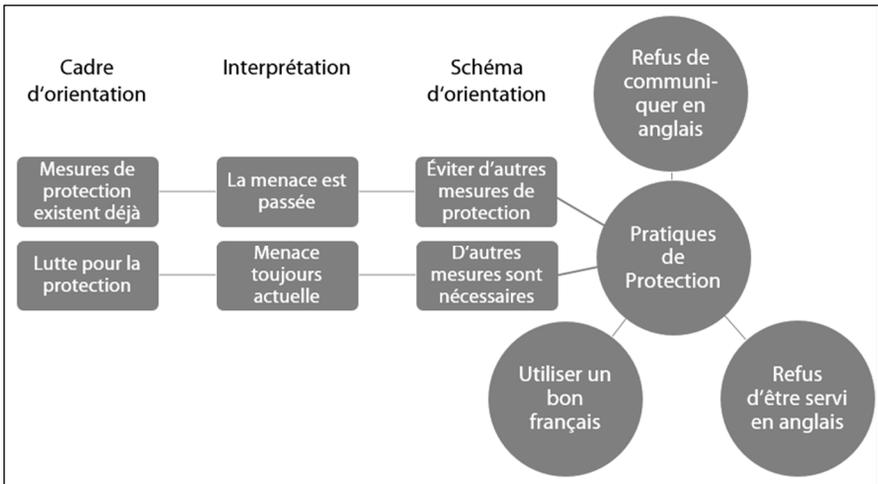


Fig. 4 - Les structures d'orientation collective envers les mesures de protection

Les pratiques quotidiennes de protection décrites au cours des discussions peuvent être divisées en trois catégories : premièrement, le refus de communiquer en anglais est une pratique utilisée par tous les participantes et participants. Ils décrivent comment ils continuent à parler français même lorsque leur interlocuteur ou interlocutrice ne les comprend pas, ou même comment ils préfèrent communiquer par des gestes plutôt que de changer la langue. Deuxièmement, tous les groupes partagent aussi l'expérience d'être servis en anglais au Québec, ce qui leur conduit à l'idéal de refuser ce service et de quitter le restaurant. Troisièmement, tous les groupes discutent du fait qu'ils poursuivent l'idéal d'utiliser un « bon » français. Ils essaient alors d'éviter une mauvaise qualité de la langue. La seule mais importante différence générationnelle à cet égard, est que les plus jeunes ont énuméré de telles pratiques de protection lors des discussions, même s'ils ne les perçoivent pas nécessairement comme telles. Pour eux, ce ne sont pas des pratiques de protection explicites, mais des manières d'agir très banales et normales ancrées dans leur vie quotidienne.

Le paradoxe, que les représentants de la génération plus jeune ne perçoivent pas la langue française comme menacée mais qu'ils poursuivent en même temps inconsciemment des pratiques de protection, s'explique par la transmission intergénérationnelle de ces pratiques lors de leur socialisation. En raison de la sécurisation de longue date de la langue française au Québec, les participantes et participants plus jeunes ont été socialisés dans un contexte caractérisé par la protection de la langue française, d'un côté par des mesures politiques mais de l'autre côté aussi par des pratiques sociales de protection existant dans la société québécoise. En conséquence, ces mesures et pratiques de protection s'inscrivent dans le cadre d'expérience de la génération plus jeune. Elles sont à l'origine du fait que cette génération puisse concevoir la langue française au Québec comme assez protégée. Pour eux, les pratiques de protection ont toujours fait partie de leur vie quotidienne ce qui leur permet de les poursuivre dans leurs routines habituelles. Ces pratiques ne sont alors pas façonnées par l'idéal de la protection de la langue française, mais plutôt par le cadre d'expérience d'une langue protégée. C'est précisément sur la base de ce cadre d'expérience que leur schéma d'orientation collective d'encourager le plurilinguisme peut se constituer.

## **5. La protection de la langue française et des conflits intergénérationnels au Québec**

Cet article avait pour but de démontrer comment la sécurisation de la langue française comme ordre politique donne sens aux pratiques quotidiennes des Franco-Québécoises et Franco-Québécois. Après un premier aperçu des théories de sécurisation et du cas de la langue française au Québec, l'attribution de sens aux interactions sociales a été identifiée comme la fonction sociale principale d'un ordre politique. L'importance du quotidien pour comprendre le fonctionnement d'un ordre politique en tant qu'ordre social, ainsi que la lacune théorique concernant les

répercussions d'une sécurisation sur la vie quotidienne ont nécessité une brève digression méthodologique sur les possibilités de comprendre le quotidien. Les structures d'orientation collective ont ensuite été présentées comme un concept analytique qui permet non seulement de comprendre comment les interprétations des expériences vécues ainsi que les normes sociales façonnent les pratiques quotidiennes. Il a aussi servi de justification méthodologique pour les trois groupes de discussion organisés en 2018 et pour l'analyse au moyen de la méthode documentaire.

Comment la sécurisation de la langue française se manifeste-t-elle alors dans la vie quotidienne au Québec ? Premièrement, nous pouvons conclure qu'il existe plusieurs différences générationnelles dans l'interprétation du scénario de menace. Les plutôt jeunes ne voient pas la nécessité d'agir en raison d'une menace parce qu'il y a déjà des mesures de protection en place, tant sur le plan politique que social. Cependant, les personnes plutôt âgées considèrent la langue française toujours comme menacée, entre autres aussi parce que les jeunes n'en sont pas conscients. Le moment de naissance pendant une sécurisation à long terme est alors décisif pour l'interprétation de cet ordre politique et social. Si le scénario de menace, la domination par la langue anglaise, ne correspond plus aux expériences quotidiennes d'une partie de l'auditoire, il leur sera difficile de soutenir la sécurisation. Deuxièmement, des cadres d'orientation différents, l'expérience de la menace par opposition à l'expérience de protection, conduisent à des schémas d'orientation différents : la protection inconditionnelle de la langue française contre l'idéal du plurilinguisme. Troisièmement, il en résulte un conflit intergénérationnel qui façonne profondément les relations sociales et le quotidien québécois. Si les conflits entre anglophones et francophones sont liés à des lieux précis, les conflits autour de la langue entre francophones sont omniprésents, surtout dans les familles. Cette expérience de conflictualité quotidienne semble inévitable dans de telles constellations intergénérationnelles. Quatrièmement, et paradoxalement, toutes les générations poursuivent des pratiques quotidiennes pour protéger la langue française. Même si les différentes générations ne partagent pas nécessairement les mêmes idéaux d'action, elles appliquent des pratiques similaires : d'un côté de manière explicite pour protéger la langue parce qu'elle est menacée; de l'autre côté de manière plutôt implicite, parce qu'elles font partie de leur cadre d'expérience lors de leur socialisation.

La sécurisation de la langue française est par conséquent un ordre politique de grande importance pour les relations sociales au Québec. Il est aussi bien important pour toutes les générations, mais il est néanmoins interprété différemment. Cette différence interprétative résulte en un ordre social différent, qui à son tour conduit à une conflictualité intergénérationnelle qui façonne en grande partie le quotidien québécois. L'analyse présentée dans cet article a donc fourni une base empirique pour examiner les répercussions d'une sécurisation sur la vie quotidienne de son auditoire. Elle a aussi montré qu'une sécurisation à long terme peut créer des

différences générationnelles dans l'interprétation de la menace, mais pas autant dans les pratiques quotidiennes de protection. Au-delà de ces constats théoriques, cette étude a surtout contribué à une meilleure compréhension de la vie quotidienne et des relations sociales au Québec dans le contexte de l'ordre politique et social de protéger la langue française. Bien que des conflits intergénérationnels soient un phénomène social répandu, l'ampleur de ces conflits liés à la forte politisation de la langue française est frappante. Il en résulte l'impression qu'au lieu de la protection de la langue par des pratiques politiques et sociales, la perception de l'autre génération, soit comme trop politisée, soit comme trop négligente envers la langue, domine les relations sociales au Québec.

La portée de l'analyse empirique présentée dans cet article est limitée à l'identification des tendances sociales. Elle ne permet pas de catégoriser les structures d'orientation collective, ni pour les différents groupes sociaux, ni pour « toutes » les générations sociales au Québec. Du point de vue Mannheimien, cela n'est pas une limitation très problématique, puisque les générations se constituent à travers des expériences communes (Mannheim 2017 [1928]). Ces expériences communes, et surtout la différence générationnelle dans l'expérience de la menace de la langue française, ont été très présentes dans toutes les discussions. En conséquence, les données présentées sont d'une certaine validité pour les configurations générationnelles résultant de ces expériences différentes. Néanmoins, la limite principale de cet article est que les discussions ne fournissent pas une base empirique suffisante pour enrichir cette typologie générationnelle de l'ordre politique et social de la sécurisation avec d'autres aspects sociaux. Ce manque nécessite des études plus approfondies d'une perspective intersectionnelle qui permettent de comprendre les différences dans les structures d'orientation collectives, par exemple à travers l'aspect du genre ou, peut-être encore plus important dans ce cas, à travers l'expérience de ceux qui ne s'identifient pas comme Franco-Québécoises ou Franco-Québécois.

## Bibliographie

- Balzacq, Thierry, 2011, « A Theory of Securitization. Origins, Core Assumptions, and Variants », dans : Thierry Balzacq (dir.), *Securitization Theory. How Security Problems Emerge and Dissolve*, London : Routledge, 1-30.
- , 2005, « The Three Faces of Securitization. Political Agency, Audience and Context », *European Journal of International Relations*, 11, n° 2, 171-201.
- Bellerose, Patrick, 2019, « Québec envisage d'interdire le 'Bonjour/Hi' », *Le Journal de Québec*, 4 octobre, <https://www.journaldequebec.com/2019/10/04/quebec-envisage-dinterdire-le-bonjour---hi> (consulté le 17 juin 2020).
- Berger, Peter/Thomas Luckmann, 1969, *Die gesellschaftliche Konstruktion der Wirklichkeit. Eine Theorie der Wissenssoziologie*, Frankfurt a. M. : S. Fischer.
- Bigo, Didier, 2002, « Security and Immigration. Toward a Critique of the Governmentality of Unease », *Alternatives*, 27, Special Issue, 63-92.

- Bohnsack, Ralf, 2014, *Rekonstruktive Sozialforschung. Einführung in qualitative Methoden*, 9<sup>e</sup> éd., revue et corrigée, Opladen : Barbara Budrich.
- , 2012, « Gruppendifkussion », dans : Uwe Flick/Ernst von Kardorff/Ines Steinke (dir.), *Qualitative Forschung. Ein Handbuch*, 9<sup>e</sup> éd. Hamburg : Rowohlt, 369-384.
- , 1998, « Rekonstruktive Sozialforschung und der Grundbegriff des Orientierungsmusters », dans : Dirk Siefkes/Peter Eulenhöfer/Heike Stach/Klaus Städtler (dir.), *Sozialgeschichte der Informatik. Kulturelle Praktiken und Orientierungen*, Wiesbaden : Deutscher Universitäts-Verlag, 105-122.
- Bories-Sawala, Helga, 2012, « Wer spricht Kanadisch ? Mehrheiten, Minderheiten, Zweisprachigkeit und Sprachpolitik in Kanada. Eine Einleitung », dans : Helga Bories-Sawala/Norbert Schaffeld (dir.), 2012, vii-xxiii.
- /Norbert Schaffeld (dir.), 2012, *Wer spricht Kanadisch ? Vielfalt, Identitäten und Sprachpolitik*, *Diversitas Linguarum*, 34, n° 1, Bochum : Universitätsverlag Dr. N. Brockmeyer.
- Bourhis, Richard Y., 2012, « Group Vitality and French-English Relations in Quebec », dans : Helga Bories-Sawala/Norbert Schaffeld (dir.), 2012, 25-49.
- Buzan, Barry/Ole Wæver/Jaap de Wilde, 1998, *Security. A New Framework for Analysis*, Boulder : Lynne Rienner.
- Charland, Maurice, 1987, « Constitutive Rhetoric. The Case of the Peuple Québécois », *Quarterly Journal of Speech*, 73, n° 2, 133-150.
- Côté, Adam, 2016, « Agents without Agency. Assessing the Role of the Audience in Securitization Theory », *Security Dialogue*, 47, n° 6, 541-558.
- Häußling, Roger, 2018, « Alltag », dans : Johannes Kopp/Anja Steinbach (dir.), *Grundbegriffe der Soziologie*, 12<sup>e</sup> éd., Wiesbaden : Springer, 7-9.
- Holtmann, Everhard (dir.), 2000, *Politik-Lexikon*, 3<sup>e</sup> éd., Berlin : De Gruyter.
- Huysmans, Jef, 2011, « What's in an Act ? On Security Speech Acts and Little Security Nothings », *Security Dialogue*, 42, n° 4-5, 371-383.
- , 2006, *The Politics of Insecurity. Fear, Migration and Asylum in the EU*, New York, NY : Routledge.
- Landry, Rodrigue, 2012, « Francophonie canadienne hors Québec. Vitalité, enjeux et défis », dans : Helga Bories-Sawala/Norbert Schaffeld (dir.), 2012, 51-75.
- Langlois, Simon, 2009, « Sociologie du Canada Français », *Recherches sociographiques*, 50, n° 1, 119-137.
- Leduc, Louise, 2017, « Statistique Canada : une erreur a fait bondir l'usage de l'anglais au Québec », *La Presse*, 11 août, <http://www.lapresse.ca/actualites/national/201708/11/01-5123785-statistique-canada-une-erreur-a-fait-bondir-lusage-de-langlais-au-quebec.php> (consulté le 22 décembre 2020).
- Léonard, Sarah/Christian Kaunert, 2011, « Reconceptualizing the Audience in Securitization Theory », dans : Thierry Balzacq (dir.), *Securitization Theory. How Security Problems Emerge and Dissolve*, London : Routledge, 57-76.
- Lisée, Jean-François, 2017, *Lété du déclin, de la culpabilisation et du déni*, <http://jflisee.org/lete-du-declin-de-la-culpabilisation-et-du-deni/> (consulté le 22 octobre 2017).
- Mannheim, Karl, 2017, « Das Problem der Generationen », *KZfSS Kölner Zeitschrift Für Soziologie Und Sozialpsychologie*, 69, n° 1, 81-119.
- Marquis, Mélanie, 2017, « Recensement 2016 : le Canada plus bilingue, le Québec plus anglophone », *La Presse*, 2 août, <http://www.lapresse.ca/actualites/national/201708/02/01-5121342-recensement-2016-le-canada-plus-bilingue-le-quebec-plus-anglophone.php> (consulté le 22 décembre 2020).
- Martel, Marcel/Martin Pâquet, 2012, *Speaking up. A History of Language and Politics in Canada and Quebec*, Toronto : Between the lines.
- , 2010, *Langue et Politique au Canada et au Québec. Une synthèse historique*, Montréal : Les Éditions du Boréal.

- McDonald, Matt, 2012, « The Failed Securitization of Climate Change in Australia », *Australian Journal of Political Science*, 47, n°4, 579-592.
- , 2008, « Securitization and the Construction of Security », *European Journal of International Relations*, 14, 563-587, <http://journals.sagepub.com/doi/pdf/10.1177/1354066108097553> (consulté le 22 décembre 2020).
- Oakes, Leigh/Jane Warren, 2009, *Langue, citoyenneté et identité au Québec*, Québec : Les Presses de l'Université Laval.
- Peoples, Columba/Nick Vaughan-Williams, 2010, *Critical Security Studies. An Introduction*, New York, NY : Routledge.
- Piñeros Glasscock, Juan, 2020, « Authoritative Knowledge », *Erkenntnis. An International Journal of Scientific Philosophy*, 1-28.
- Ruzicka, Jan, 2019, « Failed Securitization : Why It Matters », *Polity*, 51, n°2, 365-377.
- Salter, Mark B., 2008, « Securitization and Desecuritization. A Dramaturgical Analysis of the Canadian Air Transport Security Authority », *Journal of International Relations and Development*, 11, 321-349.
- Schütz, Alfred, 2004, « Der sinnhafte Aufbau der sozialen Welt. Eine Einleitung in die verstehende Soziologie », dans : Martin Endreß/Joachim Renn (dir.), *Alfred Schütz Werkausgabe*, 2<sup>e</sup> éd, Konstanz : UVK Verlagsgesellschaft.
- Soeffner, Hans-Georg, 2004, *Auslegung des Alltags. Der Alltag der Auslegung*, 2<sup>e</sup> éd, revue et corrigée, Konstanz : UVK Verlagsgesellschaft.
- Stritzel, Holger, 2007, « Towards a Theory of Securitization. Copenhagen and Beyond », *European Journal of International Relations*, 13, n° 3, 357-383.
- Woods, Allan, 2017, « Anatomy of Quebec's 'Bonjour-Hi' Language Debate », *Toronto Star*, 1 décembre, <https://www.thestar.com/news/canada/analysis/2017/12/01/anatomy-of-quebecs-bonjour-hi-language-debate.html> (consulté le 22 décembre 2020).

### Groupes de discussion

- C : Groupe de discussion au Collège Ahuntsic, groupe d'une homogénéité générationnelle  
 G : Groupe de discussion à Gatineau, groupe d'une homogénéité générationnelle  
 M : Groupe de discussion à Montréal, groupe d'une hétérogénéité générationnelle